



## Affaire Karachi : un survivant de l'attentat témoigne

Gilles Sanson, rescapé de l'attentat, met en cause son ancienne entreprise, la DCN, qu'il accuse de ne pas avoir informé et protégé ses employés d'un éventuel risque après l'arrêt du versement des commissions. Notre point sur le volet financier.

PROPOS RECUEILLIS PAR ÉLISABETH FLEURY  
Cherbourg (Manche), le 20 janvier 2011



Gilles Sanson, ancien employé de la Direction des constructions navales et victime de l'attentat de Karachi, est entendu ce matin par les enquêteurs de la brigade de répression de la délinquance contre la personne – (AFP/KENZO TRIBOUILLARD)

**G**illes Sanson, 50 ans, est un des survivants de l'attentat de Karachi qui, il y a quelques mois, ont porté plainte pour « *blessures involontaires* » contre la Direction des constructions navales (DCN). Défendu par **Me Marie Dosé**, il est entendu ce matin par les enquêteurs de la brigade de répression de la délinquance contre la personne (BRDP).

L'occasion de faire le point sur l'évolution du dossier dans lequel la DCN est également partie civile.

### *Qu'attendez-vous de votre plainte contre la DCN?*

GILLES SANSON. J'étais dans le bus qui a explosé le 8 mai 2002. J'ai vu mourir mes camarades et je subis, aujourd'hui, d'importantes séquelles. L'enquête m'a appris que les autorités françaises ainsi que notre employeur connaissaient parfaitement les menaces qui pesaient sur nous. Or, aucune consigne de sécurité particulière ne nous a jamais été donnée. Notre bus partait tous les matins à la même heure et empruntait le même trajet. Sans le savoir, nous étions une cible parfaite. Je veux que DCN, qui s'est pourtant constituée partie civile dans ce dossier, nous rende des comptes.

### *On est loin de la question du financement de la campagne d'Edouard Balladur...*

Pas du tout ! Plus les juges d'instruction avancent, plus le lien entre l'attentat de Karachi et le financement de la campagne d'Edouard Balladur semble se vérifier. DCN, on le sait, a versé des commissions dans le cadre des contrats d'armement. Lorsqu'elle a cessé de le faire, elle n'ignorait pas que les bénéficiaires spoliés risquaient de se manifester. Si l'attentat de Karachi est la traduction de leur réaction, cela signifie que mon entreprise m'a mis délibérément en danger...

### *Les juges financiers passent en revue l'entourage d'Édouard Balladur. Des proches de Nicolas Sarkozy sont mis en examen. Cela ne va-t-il pas un peu trop loin ?*

Ceux qui sont aujourd'hui au pouvoir occupaient, à l'époque de la campagne présidentielle de 1995, des postes clés dans l'entourage d'Édouard Balladur. Ce n'est pas la justice qui a voulu cela.

### *Les parties civiles se voient reprocher d'être complices d'une manipulation politique dans le contexte de la campagne pour 2012...*

Que ceux qui nous font ce reproche demandent à DCN pourquoi elle a attendu six ans pour transmettre à la justice le rapport Nautilus, qui évoque la piste des rétro-commissions! Je demande aux Morano, Péresse, Fillon et autres de me répondre, pourquoi DCN, entreprise étatique, n'a pas fourni plus tôt ce document capital? Ce n'est pas nous, victimes, qui avons instrumentalisé la justice!

*Au-delà de la souffrance liée à l'attentat, comment vivez-vous ce dossier au jour le jour ?*

Il est douloureux d'admettre que l'État et mon employeur m'ont trahi, mais il est réconfortant de voir les juges travailler. Dix ans après les faits, j'aspire à tourner la page et à passer à autre chose. Pour cela, il faut que la vérité soit faite. Or ce dossier, c'est un peu l'enquête interdite. L'intérêt de la nation semble parfois s'y confondre avec les intérêts de quelques hommes d'État...